

**FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE  
UNIVERSITE DE MONTPELLIER**



**SYSTEME CONTENTIEUX DE LA CONVENTION  
EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME**

**MASTER 1**  
**Droit européen**  
**Droit des personnes et de la famille**  
**Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines**  
**Droit privé général**  
**Droit public – parcours Droit administratif**  
**Droit public – parcours Droit constitutionnel**  
**Justice, procès et procédures**

**Année universitaire 2025-2026**

**Caroline Picheral**  
caroline.picheral@umontpellier.fr

# PLAN DU COURS

## INTRODUCTION LA SINGULARITE DE LA CEDH

### I - La sauvegarde et le développement de valeurs communes

1. *La place de la CEDH dans son environnement normatif*
2. *La reconnaissance de droits fondamentaux*
3. *L'organisation d'un contrôle externe aux Etats*

### II - La régulation internationale de rapports internes entre les autorités et les individus

1. *Des engagements gradués en termes de régime juridique*
2. *Des engagements incorporés en droit interne*

## TITRE 1 – LA NATURE DU SYSTEME CONTENTIEUX DE LA CEDH

### CHAPITRE 1. LA NATURE JUDICIAIRE DU SYSTÈME

#### SECTION 1. L'ORGANISATION DE LA COUR

##### § 1 – Les réformes de la Cour

- A. La refonte du système par le protocole modificatif n° 11
- B. Le défi récurrent de l'engorgement du système depuis le protocole modificatif n° 11
  1. *Le protocole modificatif n° 14*
  2. *Le processus d'Interlaken*

##### § 2 – La composition et les services de la Cour (Moodle]

- A. Les juges
- B. Le greffe

##### § 3 – Les formations de la Cour

- A. Les formations ordinaires de filtrage et de jugement
  1. *La formation à juge unique*
  2. *Les comités de trois juges*
  3. *Les chambres*
- B. La Grande chambre
  1. *La dualité des modes d'intervention de la Grande chambre*
  2. *Le régime spécifique du renvoi à la Grande chambre*

#### SECTION 2. LA FONCTION CONTENTIEUSE DE LA COUR

##### § 1 – La nature des requêtes soumises à la Cour

- A. Les requêtes interétatiques
  1. *Le schéma théorique des requêtes interétatiques*
  2. *L'exercice pratique des recours interétatiques*

- B. Les requêtes individuelles
  - 1. *La nature subjective du droit de recours*
  - 2. *La valeur substantielle du droit de recours*
- C. Les demandes de mesures provisoires
  - 1. *La nature conservatoire du mécanisme*
  - 2. *Le fonctionnement du mécanisme*

## **§ 2 – Le cheminement des requêtes**

- A. La gestion des requêtes avant communication
  - 1. *La politique de priorisation des affaires*
  - 2. *La politique de filtrage des requêtes*
- B. *La procédure consécutive à la communication de la requête*
  - 1. *Les caractéristiques générales de la procédure*
  - 2. *Le déroulement de la procédure et les obligations des parties*

## **CHAPITRE 2. LA NATURE SUBSIDIAIRE DU SYSTEME**

### **SECTION 1. L'IMPACT SUR LES FONCTIONS DE LA COUR**

#### **§ 1 – L'évolution du contrôle contentieux**

- A. Le dynamisme des techniques interprétatives
  - 1. *La théorie de l'instrument vivant et effectif*
  - 2. *La théorie des obligations positives*
- B. Le développement de la retenue judiciaire
  - 1. *La théorie de la marge d'appréciation*
  - 2. *La procéduralisation du contrôle*

#### **§ 2 – Le renouvellement de la fonction consultative**

- A. La philosophie des demandes d'avis par les juridictions nationales
  - 1. *La spécificité du Protocole additionnel n° 16 par rapport à l'article 47 CEDH*
  - 2. *La spécificité du Protocole additionnel n° 16 par rapport à l'article 267 TFUE*
- B. Le fonctionnement des demandes d'avis par les juridictions nationales
  - 1. *Titulaires du droit de saisine*
  - 2. *Aspects procéduraux*
  - 3. *Objet matériel des questions*
- C. La portée des avis rendus sur demande des juridictions nationales
  - 1. *Une portée ambivalente à l'égard des autorités nationales*
  - 2. *Une portée ambiguë sur le droit de recours individuel*

### **SECTION 2. LA PRIORITE DES RECOURS INTERNES**

#### **§ 1 – L'obligation d'épuisement préalable des recours internes**

- A. L'économie générale de l'obligation (art. 35 CEDH)
- B. La conception flexible de l'obligation
  - 1. *Le contrôle de l'épuisement des voies de droit et l'exigence d'effectivité*
    - a) *La limitation de l'obligation à l'usage normal des recours disponibles*
    - b) *La limitation de l'obligation aux « recours utiles, adéquats, efficaces »*
  - 2. *Le contrôle de l'épuisement des griefs et la théorie de l'invocation en substance*
  - 3. *La prise en considération des recours internes exercés par une association*
- C. La neutralisation possible de l'obligation d'épuisement préalable des recours

internes

1. *L'inapplicabilité de principe* (la notion de pratiques administratives)
2. *Les exemptions d'espèce*

## § 2 – Le lien avec le délai de recours devant la Cour

- A. Les règles générales de calcul du délai
  1. *La détermination du dies a quo et la notion de « décision interne définitive »*
  2. *Les modalités de computation du délai et la détermination du dies ad quem*
- B. Les contraintes spécifiques applicables aux situations continues
  1. *La spécificité des situations continues*
  2. *Le devoir de diligence du requérant (champ d'application et critères d'appréciation)*

# TITRE 2 – LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME CONTENTIEUX DE LA CEDH

## CHAPITRE 1. L'EXAMEN DE LA RECEVABILITE

### SECTION 1. LA QUESTION GENERALE DE LA COMPETENCE DE LA COUR

#### § 1 – Les critères de la compétence de la Cour

- A. La compétence *ratione temporis*
- B. La compétence *ratione materiae*
  1. *Le contrôle des réserves*
  2. *Le développement des protections « par ricochet »*
- C. La compétence *ratione personae*
- D. La compétence *ratione loci*

#### § 2 – Le fondement de la responsabilité de l'Etat

- A. La dimension essentiellement territoriale de la « juridiction » de l'Etat
- B. La portée exceptionnellement extraterritoriale de la « juridiction » de l'Etat
  1. *Les limites de la conception spatiale de la juridiction extraterritoriale*
  2. *L'expansion de la conception personnelle de la juridiction extraterritoriale*
    - a) La consécration de ressorts multiples
    - b) L'exclusion de critères trop extensifs
  3. *L'ancrage d'une approche fractionnée de la juridiction extraterritoriale personnelle*
    - a) La portée fragmentaire du lien juridictionnel créé par l'ouverture de procédures dans l'Etat défendeur au sujet de faits survenus à l'étranger
    - b) La portée fragmentée du lien particulier de rattachement tenant au rapport de nationalité avec l'Etat défendeur

#### § 3 – La problématique de la responsabilité de l'Etat en qualité de membre d'une organisation internationale

- A. Les principes généraux
- B. La compétence de la Cour à l'égard de la mise en œuvre du droit UE
  1. *Le sens et les bases de la présomption Bosphorus*
  2. *La mise en œuvre de la présomption Bosphorus*
    - a) Le dédoublement des conditions d'application de la présomption

- b) La redéfinition du critère de renversement de la présomption
- C. La compétence de la Cour à l'égard de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies
  - 1. *Le contentieux des opérations militaires*
  - 2. *Le contentieux des sanctions ciblées*

## SECTION 2. LES CONDITIONS SPECIFIQUES AUX REQUETES INDIVIDUELLES

Diversité des conditions supplémentaires de recevabilité au titre de l'article 35§2 et § 3, tenant à la qualité procédurale et/ou au fond de la requête

### § 1 – Les titulaires du droit de recours individuel

- A. Les personnes physiques
- B. Les ONG
- C. Les groupes de particuliers

### § 2 – L'appréciation de la qualité de victime

- A. La détermination de la qualité de victime directe
  - 1. *La question de la perte de la qualité en cours de procédure*
  - 2. *La question de la reconnaissance de la qualité au fondement de la procédure*
- B. Les contours de la catégorie des « victimes indirectes »
  - 1. *La singularisation des griefs à l'origine de la notion de « victime indirecte »*
  - 2. *La nature des griefs à l'origine d'une possible concurrence avec la qualité de « victime directe »*
- C. L'expansivité de la notion de « victime potentielle »
  - 1. *Des critères flexibles*
  - 2. *Des limites persistantes*

### § 3 – La déconnexion exceptionnelle des notions de requérant et de victime

- A. La qualité d'une personne physique à agir pour le compte d'autrui
  - 1. *La distinction nécessaire avec le maintien de la requête formée par une victime décédée en cours de procédure*
  - 2. *Les conditions applicables à l'introduction d'une requête au nom d'une victime vivante*
- B. La qualité d'une association à agir pour le compte d'autrui
  - 1. *L'admission exceptionnelle d'une représentation de facto des victimes d'atteintes à la vie et de traitements inhumains ou dégradants*
  - 2. *L'admission privilégiée d'une représentation de facto des personnes exposées aux effets néfastes du changement climatique*

## CHAPITRE 2. LE JUGEMENT DU FOND

### SECTION 1. LA TYPOLOGIE DES ARRETS DE LA COUR

#### § 1 – Arrêts de radiation et revalorisation des modes extra-judiciaires de règlement des litiges

- A. Radiation en cas de règlement amiable
- B. Radiation sur la base d'une déclaration unilatérale

## **§ 2 – Arrêts de violation et octroi de la satisfaction équitable**

- A. Le fonctionnement du contentieux indemnitaire
  - 1. *Les conditions de la réparation*
  - 2. *La contingence de la réparation*
- B. La place du contentieux indemnitaire

## SECTION 2. LA PORTEE DES ARRETS DE LA COUR

### **§ 1 – L'autorité des arrêts de la Cour**

- A. La force obligatoire du jugement
  - 1. *Le relativité de la chose jugée*
  - 2. *Le principe directeur de la restitutio in integrum*
- B. L'autorité interprétative de la jurisprudence
  - 1. *Les fondements de l'autorité interprétative*
  - 2. *La réception de l'autorité interprétative*

### **§ 2 – L'exécution des arrêts de la Cour**

- A. Le principe relatif du choix des moyens
- B. L'indication de modalités d'exécution
  - 1. *L'indication de mesures individuelles*
  - 2. *L'indication de mesures générales*
    - a) La procédure d'arrêt-pilote
    - b) Le développement des arrêts quasi-pilotes